



CDEN du Haut-Rhin, jeudi 18 juin 2009 : Déclaration liminaire

Madame l'inspectrice d'Académie, Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Général, Mesdames, Messieurs, nous sommes invités aujourd'hui à apprécier les conditions dans lesquelles va s'opérer la rentrée 2009 dans le département du Haut Rhin.

Nous avons lors des réunions précédentes déjà exprimés nos oppositions et nos propositions en vue d'améliorer les conditions d'études et de réussite des élèves qui nous sont confiés dans le Service Public d'éducation. Hélas, les ajustements que vous nous proposez aujourd'hui, ne font que confirmer le fait que la rentrée 2009 sera mauvaise pour les élèves, leurs familles ainsi que pour les personnels

Première idée : « Les suppressions de postes rendent caducs tous les efforts des enseignants et minent l'égalité des chances »

En effet, vous supprimez 40 postes de RASED dans les écoles du département, au mépris des luttes, de l'opinion, de l'intérêt des élèves. Vous les supprimez alors que les besoins augmentent du fait de la croissance démographique et du « Tsunami de la crise » qui déstructure les familles les plus fragiles. Vous en supprimez un maximum alors qu'au dernier CTPD, vous laissiez entendre que seuls 20 postes étaient sur la sellette...L'ajustement est particulièrement injuste et éclaire la logique financière qui gouverne. L'intérêt des élèves passe « à la trappe ».

C'est « grosso modo » la même chose dans les collèges et lycées, où les suppressions génèrent des dégradations multiples tant dans l'offre de formation, l'égalité sociale et territoriale que sur les conditions concrètes d'apprentissage.

Cependant une nouveauté cette année pour les collèges : La suppression de divisions après la notification de la DHG et son examen par les CA des collèges au risque de déstructurer la préparation de rentrée largement entamée par les équipes dans les établissements ! Du jamais vu ! Comme à Huningue, Sierentz, Guebwiller et sans doute d'autres collèges du département, vous voulez fermer au moins une division au collège de Bourzwiller classé RAR, ce qui est inadmissible à supporter pour les équipes pédagogiques, les élèves et les parents qui ne manqueront pas de vous le dire.

Pour faire bon poids et sans doute entrer dans le livre des records, après les 13 500 suppressions de cette année, les 30 000 AVS et EVS en fin de contrat qui préfigurent l'avenir des « médiateurs » recrutés cette année, Mr Darcos veut liquider entre 17 et 18 000 postes de PE et de PLC, l'an prochain ! On reste stupéfait devant une telle annonce et on hésite à choisir une qualification : provocation, irresponsabilité, aveuglement, dogmatisme...

Deuxième idée : « Les suppressions de postes minent le mouvement et le paritarisme ».

Les suppressions massives de postes obèrent gravement le mouvement des professeurs tant pour les écoles que pour les collèges et lycées. De plus, et ceci explique cela, le MEN remet en cause les droits et statuts de personnels et bafoue les règles de la démocratie sociale en s'attaquant au paritarisme. Nous avons déjà alerté sur ces problèmes sans être entendus puisque le mouvement intra-académique est

dynamité par le ministre et le recteur au mépris de l'intérêt de tous les personnels, tant ceux qui sont chargés de le mettre en œuvre dans de mauvaises conditions que ceux qui le subissent. On devine que c'est l'existence même des commissions paritaires qui est insupportable à ce gouvernement qui supprime les postes et les droits des personnels. C'est inacceptable et le ministre a tort de multiplier les conflits dont il devra assumer toutes les conséquences.

Troisième idée : « Les suppressions de postes dénaturent les missions et les ambitions au service de tous du service public d'éducation ».

La circulaire de rentrée 2009, les projets de réforme du lycée et la dernière annonce sur la réforme du brevet des collèges ont une cohérence : mettre en place une école plus ségrégative soumise aux impératifs du marché.

En effet, les suppressions massives de postes de COPsy et la remise en cause de l'action des CIO et de leur avenir, que la mission « Apparu » envisage au sein des régions, éclaire d'un jour singulier la politique du gouvernement. Pour le ministre l'orientation est réduite au lien « formation-insertion » et à l'ouverture de plate-forme téléphonique chargée d'informer, mais dans les faits, de renvoyer au CIO le plus proche. Cette approche réductrice est dangereuse à un double titre. D'abord parce qu'elle consacre l'abandon de la mission des COPsy dont le métier consiste à accompagner les élèves et les étudiants, ensuite parce qu'elle consacre l'individualisation des choix dont on sait qu'ils sont largement déterminés par le contexte social... Ensuite parce que, même s'il est très fort, Mr Darcos n'est pas Mme Irma et qu'il est bien incapable de savoir à l'horizon N+1, +2, +3, +4, la nature des emplois de demain. C'est facile pour Mr le Ministre qui ne prend aucun risque de jouer la vie de nos élèves à la « roulette russe » et si nous lui laissons bien volontiers le droit à l'erreur, vous comprendrez que nous appliquions pour nos élèves et nos enfants « l'assistance à personne en danger ».

Si les interventions des personnels ont permis de mettre en échec le projet Darcos de réforme du lycée et que les propositions « Descoings » ouvrent des perspectives, restent toujours présentes les questions des moyens humains, les menaces du rapport « Apparu » et d'une expérimentation imposée. Rien ne peut changer si l'investissement éducatif n'est pas revu à la hausse. Rien ne peut changer sans une concertation sérieuse avec les personnels et l'abandon de la logique du « Diktat » que le ministre utilise pour imposer un nouveau brevet des collèges à la rentrée 2010.

Mesdames, Messieurs, vous l'aurez compris, l'éducation est malade dans notre département et le virus qui l'affaiblit s'appelle SDP (suppression de poste) en langage scientifique et « darcosyte » pour la langue familière. L'épidémie se répand et touche toutes les strates scolaires et « même si tous n'en meurent pas, tous sont frappés ».

Permettez nous de penser, n'en déplaise aux dogmes en vigueur, que l'intérêt du service public, des élèves, des familles et des personnels est abandonné par la politique mise en œuvre par Mr Darcos et les ajustements injustes que vous nous proposez aujourd'hui ne font que traduire cette résistible régression.

Le CDEN sera sans doute d'accord avec nous pour refuser cette mauvaise rentrée et pour demander que des moyens d'urgence soient débloqués afin d'assurer, sinon une rentrée idéale mais au moins une rentrée passable.